

« Nous sommes en crise depuis notre naissance »

ALAIN ZENNER ET ROBERTO D'ORAZIO croisent le fer, quinze ans après la faillite des forges de Clabecq. Avec tendresse.



Alain Zenner

Avocat, Alain Zenner s'est illustré en devenant curateur de la faillite des Forges de Clabecq en 1996. Dans le même temps, celui que l'on a surnommé « l'évêque bleu » était également élu pour le parti libéral : député bruxellois, sénateur. Il rejoindra le gouvernement fédéral comme secrétaire d'Etat entre 2000 et 2003. Il fut aussi curateur du club de Mouscron et administrateur de la société Brink's.

Roberto D'Orazio

Ouvrier à Clabecq, Roberto D'Orazio était le leader de la lutte syndicale lors de la faillite. Délégué FGTB, c'est le héros de la cause ouvrière et de la gauche radicale. Il réunit 70.000 personnes lors d'une Marche pour l'emploi. Mais ses pratiques insurrectionnelles dérangent : il est exclu du syndicat. Avant une traversée du désert : chômage, justice... Il a retrouvé du travail à la commune de Tubize.

Il y a quinze ans, les forges de Clabecq tombent en faillite. Alain Zenner, désigné curateur, et Roberto D'Orazio, feu follet syndical, se bagarrent, littéralement, au cœur d'un conflit social d'une rare intensité. Vendredi matin, dans un improbable resto-route de Ruisbroek, ils se retrouvent à notre demande, pour la première fois depuis une dizaine d'années. Les ennemis d'antan éprouvent désormais une vraie tendresse l'un pour l'autre. Une poignée de main chaleureuse. Une discussion animée s'entame, sans préalable, où se conjuguent les souvenirs de cette page d'histoire et les désastres de la crise financière actuelle.

Alain Zenner. J'ai vu que votre fils est devenu un avocat réputé ?
Roberto D'Orazio. Oui, il a commencé chez Julien Pierre.
A.Z. En voyant ça, j'étais heureux pour vous. Pour un père qui a vécu des choses difficiles, c'est un bel aboutissement.
R.D. Ce que l'on a vécu ensemble à Clabecq, ce n'était pas facile, c'est évident.
A.Z. C'est vrai. Ce n'est pas pour faire une fleur à ma boutonnaire, mais on a quand même sauvé pas mal d'emplois. Et Dufereo est devenu ensuite quelque chose de très important. Je le dis aux organisations syndicales : on ne mesure pas tout ce qu'il est possible de faire, et notamment avec la nouvelle loi sur la continuité des entreprises qui permet de faire des poursuites d'activités avant faillite, plutôt qu'après. Les syndicats ont peur parce qu'ils ne connaissent pas.
R.D. Mais c'est la nature des syndicats,

ça, d'avoir peur. Cela dit, j'en suis éjecté à vie, moi, du syndicat, suite à ce conflit.
A.Z. Mais vous avez votre mouvement du renouveau syndical, non ?
R.D. C'était une tentative, ça, oui.
A.Z. J'ai vu aussi que vous aviez retrouvé du travail, c'est bien.
R.D. J'ai fait une liste aux élections communales à Tubize, aussi. Je me suis dit qu'il fallait rentrer par la porte par laquelle on est sorti. Mon fils était tête de liste, il est échoué ! Elle s'appelait Démocratie et Progrès social. Vous savez, on utilise de ces grands termes.
A.Z. L'âge rend sage... Je suis content pour vous, du fond du cœur.
R.D. Vous n'aviez pas tous ces cheveux blancs, la dernière fois...
A.Z. Vous ne vous étiez plus revus depuis les événements de Clabecq ?
A.Z. On s'est croisés, mais il y a certainement dix ans de cela.

R.D. Avec le recul, on peut dire que l'on a fait un travail extraordinaire dans un contexte difficile. On ne l'a pas vu alors.
A.Z. Il faut dire aussi que si la délégation n'avait pas mis la pression, même s'ils ont exagéré à mes yeux, il n'y aurait pas eu la même intervention.
On se rappelle d'images violentes.
A.Z. Je me souviens d'un camion de la gendarmerie renversé par un bulldozer.
R.D. J'étais évidemment un élément mobilisateur. Quand on active des gens, on ne sait pas où cela va aller. Mais je ne cherche aucune excuse, je le referais. Avec plus de connaissance. En tant que sidérurgiste, c'est la première fois que

l'on vivait une faillite. Cela nous passait à mille kilomètres au-dessus de la tête toute cette procédure, cette législation. Maître Zenner était un expert, pas nous.
A.Z. Vous étiez convaincus que je venais pour tout casser, pour fermer.
R.D. Oui. On le surnommait le croquemort. Mais il y a plein de choses que l'on a apprises grâce à ce conflit.
C'était un laboratoire ?
A.Z. Cela a été un tournant dans l'histoire de la Wallonie ! Pour la première fois, la Région wallonne a compris qu'il fallait restructurer en profondeur plutôt que de continuer à mettre de l'argent...
R.D. Quand ils sont venus avant vous et qu'ils mettaient 250 millions tous les tri-

« Vous étiez convaincus que je venais pour fermer. » Alain Zenner « Oui. On le surnommait le croquemort. » Roberto D'Orazio

mestres, c'était une connerie, c'est vrai ! Cela ne pouvait pas continuer. On ne pouvait pas rester sous Baxter. Ils auraient dû arrêter plus vite, on aurait fait un accord pour repartir.
A.Z. Je suis d'accord avec votre analyse : vous êtes donc pour la rigueur... Et cela vaut pour la situation actuelle de crise : il faut aller au fond des problèmes et ne pas mettre des emplâtres sur une jambe de bois. Il faut restructurer à temps ! Nous sommes en crise en Belgique depuis cinquante ou soixante ans.
R.D. Depuis 1972. Quand un me dit que

nous sommes en crise, je réponds que je ne me souviens jamais en être sorti.
A.Z. C'est vrai. Et même avant cela. On parlait des « Golden sixties » mais en 1960, tous les grands secteurs chutent : les mines de charbon, les chantiers navals, la sidérurgie, le textile et le verre plat. Les socialistes proposent une loi interdisant les fermetures d'entreprises, ce qui est évidemment impossible. On crée le fonds d'indemnisation pour les travailleurs licenciés. En 1967, on a un gouvernement de pouvoirs spéciaux. Le patron de la Générale, Robert Henrion, est nommé ministre technicien de l'Économie. C'était le Monti de l'époque ! Puis, les chocs pétroliers. Mais à cette époque,

on n'a pas pris la question de la sidérurgie à bras-le-corps, monsieur D'Orazio, Albert Frère a essayé de reprendre Clabecq, on n'a pas voulu de lui.
R.D. Il était au conseil d'administration. Il avait des sociétés dans lesquelles intervenait l'Etat, mais il mettait des tôles de côté pour les vendre par d'autres sociétés. Un scandale. C'est comme Arco maintenant : nous payerons pour des actionnaires qui se protègent. Franchement !
A.Z. La crise est permanente, vraiment. Au début des années 1980, nous en étions à 120 % d'endettement...

R.D. On est peut-être d'accord sur certains points. Mais que ce soient les groupes financiers qui décident qui va diriger le pays, c'est inquiétant. Les soi-disant ministres neutres, cela n'existe pas. Monti n'a pas été parlementaire européen parce que sa grand-mère le souhaitait, quand même.
A.Z. Je suis plus nuancé, je pense que ces gens ont des qualités.
R.D. Ah bon ? Dezia... On n'avait pas envoyé Dehaene pour contrôler la-bas ? Trois ans après, regardez le résultat !
A.Z. Comme Clabecq : on n'a pas assez restructuré en profondeur.
R.D. OK, mais que dit-on à Dehaene ? Moi, je me suis retrouvé six ans devant les tribunaux après les événements. On n'est pas en train de se tromper là ? J'ai été accusé en raison d'une vieille loi sur la provocation par l'écrit ou par la prise de parole. J'ai commis quelques erreurs, c'est vrai. Mais je me suis fait exclure du syndicat et j'ai vécu douze ans de chômage. Ce n'est pas discriminatoire par rapport à ceux qui ne gèrent pas les entreprises convenablement ? C'est quoi cette société ? Et les syndicats... Devant les tribunaux, j'ai pu me défendre. Quand j'ai été exclu, je l'ai appris dans la presse.
A.Z. Il y avait alors un climat insurrectionnel qui a fait peur aux syndicats.
R.D. Vous avez raison, on faisait peur à la bourgeoisie. Pas aux syndicats, quand même. Ils oublient leurs origines.
A.Z. Vous avez été écarté après vos propos à la télévision où vous aviez annoncé une « marche infernale »...

TAL

www.lesoir.be

R.D. On m'a accusé d'avoir annoncé des violences. Quand mon fils jouait du tambourin, on disait aussi que c'était infernal.
A.Z. Nous sommes donc en crise depuis notre naissance, tous les deux.
R.D. Vous ne faites pas votre âge (rires).
A.Z. Mais en même temps, la prospérité générale a augmenté.
N'amorce-t-on pas un vrai déclin ?
A.Z. C'est justement la question.
R.D. La Belgique me fait penser à la gestion de Clabecq. On savait qu'on allait au casse-pipe et on y a été. Une chose va vraiment nous différencier tous les deux. Moi, je considère que les patrons peuvent faire leurs affaires avec leurs frics. Même chose pour les banques. Mais s'ils font cela avec les nôtres, on doit avoir des droits en plus. On doit mieux contrôler la gestion ! Spi-taels a donné des centaines de millions à Clabecq à l'époque, mais cela n'a servi à rien ! C'est la même chose pour la Belgique : avec les intérêts, on croule !
A.Z. C'est une crise financière mais aussi économique et sociale. Cela va déboucher sur des changements radicaux. En fait, les deux grands économistes qui ont inspiré le monde, Keynes et Friedman, ont tous les deux eu tort. Keynes disait qu'il faut dépenser pour conjurer la crise, Friedman disait qu'il fallait déreguler : ils se sont trompés.
R.D. Chez moi, on disait que l'on ne pouvait pas dépenser et d'ailleurs, on n'avait rien. Mais on a fait n'importe quoi en Belgique. On a donné des subventions à des entreprises supprimant des emplois.
A.Z. Vous avez évolué vers la rigueur.
R.D. J'ai toujours été pour la rigueur. Mais c'est un terme très ambigu. Il faut du contrôle de gestion. Et regardez : quand les banques ont eu des problèmes après avoir présenté des bilans euphoriques, nous sommes soudain devenus actionnaires pour les sauver. Maintenant, il y a Arco... J'espère qu'en tant qu'avocat, vous allez intervenir. Il y a une loi qui interdit la discrimination des citoyens en Belgique.
A.Z. Je ne peux plus me mêler de politique aujourd'hui, mais cela me choque, oui.
R.D. Vous y arrivez ! Et si l'Etat intervient



L'INCIDENT

Les « gifles » sur Zenner
Roberto D'Orazio est un tribun. Un leader d'hommes. Un homme que la carrière d'ouvrier a amené à porter des convictions idéologiques assez radicales. Leader de la révolte ouvrière lors de la faillite des Forges, il mobilise 70.000 personnes lors d'une « marche pour l'emploi », le 2 février 1997. Peu après, ses troupes dérangent. Le curateur Alain Zenner est victime d'une agression de la part de plusieurs ouvriers. Les avis divergent quant à l'importance réelle de l'agression : véritable ratonnade pour certains, quelques « gifles » pour d'autres. Alain Zenner apparaîtra le visage ensanglanté devant les caméras de télévision qu'il a lui-même convoqué. D'Orazio n'a pas été personnellement impliqué dans l'incident, mais a refusé de condamner les auteurs des actes.

dans une entreprise, il doit avoir son mot à dire.
A.Z. La réalité politique est telle en Belgique que l'on ne trouve pas des gestionnaires publics dignes de ce nom. En France, il y a des écoles d'administration...
R.D. Je vais leur transmettre mon nom et mon adresse !
A.Z. Donnez-moi une entreprise où le public, en gérant, a fait quelque chose de positif. Moi, je n'en connais pas.
R.D. Mais regardez le téléphone. Dans les années 1970, appeler de Mons à Bruxelles, c'était un désastre, on avait la communication une fois sur dix. Pourquoi ? Parce que l'on devait passer d'un système de relais au système électronique et informatique. On a payé tout ça ! Après l'avoir fait, on est passé au privé. Et on se vante que cela fonctionne bien. Allez... Mais on a vendu tous nos biens, souvent à l'étranger. L'électricité est française : mais c'est quoi, ça, un pays qui ne garde pas sa propre énergie ! L'Allemagne, elle garde ses biens. Et pour faire plaisir à M. Zenner : c'est sous la législation d'un vice-Premier socialiste, Elio Di Rupo, qu'il y a eu le plus de privatisation. Il vous a battu sur votre propre terrain ! Ce ne sont pas des incompetents. Ce sont des choix, une non-gestion voulue. On mange la même soupe, à la sauce rose.
A.Z. Parce qu'il n'y a pas d'autre soupe.
R.D. C'est ça, nous sommes au bout de tout. Comme s'il n'y avait pas d'autre société possible. Qui a dit cela ? Si on regarde la période d'essai du communisme par rapport à celle du capitalisme : d'accord, cela a foiré, mais c'était une courte période. On doit reprendre le contrôle sur notre énergie, sur notre eau, sur les transports... Tout ce que l'on a privatisé se casse la gueule. Et c'est de notre faute ? Non !
A.Z. C'est la dérégulation débridée qui est en cause. Il faut remettre des règles.
R.D. Il faut tout nationaliser, oui.
A.Z. M. D'Orazio a toujours été pour le collectivisme.
R.D. Non, je suis pour une gestion par la nation, et par l'appareil étatique. ■

OLIVIER MOUTON

entremets Un « délice » polonais

On a beaucoup de préjugés contre la cuisine polonaise. Tenez, l'autre jour, un copain de mon fils lui a offert un paquet de biscuits « de chez lui ». Le gamin en question est polonais donc, et les biscuits, baptisés *Delicje* (prononcez « déltsié ») avaient l'apparence extérieure d'un Pim's de Lu, à ce détail près qu'ils sont fourrés à la framboise et non à l'orange.
Je mentirais en disant que ma femme et moi n'avons pas été un peu anxieux en ouvrant le paquet. Et bien, au temps pour nous : ils sont délicieux les *Delicje* ! Certes, en retournant l'emballage, nous avons découvert qu'ils sont fabriqués par Lu Polska, filiale de Kraft Foods. Si les *Delicje* ressemblent autant à des Pim's, et qu'ils sont aussi bons que des Pim's, c'est tout simplement parce que c'est des Pim's !
Mais ne soyons pas moqueurs. De grandes choses gastronomiques sont venues de Pologne. N'est-ce pas à la table de Stanislas Leszczyński (prononcez « Lèchtchénski »), roi de Pologne et duc de Lorraine, qu'ont été servies les premières madeleines (Le Soir du 4 avril 2009) ? Et en l'honneur de sa fille, Marie Leszczyńska, épouse de Louis XV, que l'on a inventé les « bouchées à la reine » ?
Les derniers sceptiques finiront de se convaincre en consultant l'ouvrage récemment publié par Wiktorja Bosc, tout entier consacré à « La cuisine polonaise » (aux éditions Noir sur Blanc). On y trou-

ve bien sûr quelques préparations qui peuvent susciter une petite méfiance, comme le « zurek », une « soupe aigre à la farine de seigle », ou les « tripes à la façon de Varsovie » (ceci dit, les tripes, qu'elles viennent de Varsovie ou d'ailleurs, j'ai beaucoup de mal).
Mais on tentera volontiers un « bigos », ou « choucroute façon chasseur », dans sa version simplifiée : faites tremper 100 g de cépages séchés dans 1 verre de bouillon pendant 1 h ; beurrez, salez et poivrez 1 kg d'épaule de porc ; dans un plat à cuisson, arrosez-la d'1/2 verre d'eau et faites-la cuire 2 h au four à 160°C, en l'arrosant de temps en temps ; rincez 2 kg de choucroute crue à l'eau froide, essorez-la ; pelez et râpez une pomme, émincez 2 oignons, essorez les cépages et coupez-les en lamelles ; dans une casserole à fond épais, faites dorer 500 g de lard fumé en lardons ; ajoutez la choucroute, les cépages, la pomme, les oignons, 100 g de pruneaux dénoyautés, 3 càs de concentré de tomates et le bouillon de trempage des cépages ; déposez au-dessus 2 feuilles de laurier, 10 grains de poivre, 10 baies de genévrier, et 1/2 càs de graines de cumin ; couvrez et laissez cuire 1 h 30 à feu doux ; ajoutez 300 g de saucisse séchée coupée en rondelles (sans la peau), le porc émincé et 150 ml de vin rouge. Bon appétit, ou plutôt « smaczniego » ! ■ BERNARD PADOAN

